

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

# LA VÉRITÉ

ORGANE HEBDOMADAIRE de la LIGUE COMMUNISTE

Section française de la Ligue Communiste Internationaliste (Bolcheviks-Léninistes)

ABONNEMENTS : France ... 1 an : 20 fr. 6 mois : 10 fr.  
Etranger ... 1 an : 30 fr. 6 mois : 15 fr.

Abonnements d'essai trois mois :  
5 francs  
Parait le vendredi

Compte chèque postal : P. Frank 1368-55 Paris

## DÉCLARATION

Dans la Vérité a commencé à s'exprimer la discussion engagée dans la Ligue communiste et les Jeunesses léninistes sur nos tâches dans la situation présente. Nos lecteurs ont déjà pu se rendre compte des deux points de vue principaux qui s'affrontent.

Aujourd'hui toutes les organisations numériquement faibles sont placées devant une situation nouvelle parce que prises dans l'état du pacte des deux partis socialiste et staliniste. C'est ainsi que l'Action socialiste a renoncé à exister, n'ayant aucun programme à défendre; c'est ainsi que Doriot, que le C. C. Stalinien a privé de la plate-forme du front unique, recherche empiriquement un nouveau terrain politique. La Ligue communiste dispose d'un programme acquis par des années de lutte à l'échelle internationale, les événements ont confirmé ses analyses. Le problème qui est posé devant elle, c'est de gagner à ces idées qui sont l'expression du bolchevisme, du léninisme, les larges masses prolétariennes, engagées dans la bataille antifasciste, c'est de construire dans cette bataille, le Parti de la Révolution !

La discussion sur le « comment » a entraîné une crise grave dans notre direction. Il n'y a à cela rien de surprenant. La situation politique en France, le poids qu'elle fait porter sur chaque militant qui ne se contente pas de remplir son temps par une activité quelconque, mais qui a conscience des responsabilités de chacun de nous, entraînent des divergences dont l'acuité devient à certains moments très vive. Nous faisons appel à tous les membres de la Ligue, à tous ses sympathisants, à tous les lecteurs de la Vérité pour se servir autour de l'organisation, pour renforcer leurs liens avec nous, afin de s'opposer à toute tentative de désorganisation qui ne pourrait porter atteinte au capital politique accumulé au cours de plus de dix années de notre existence internationale.

De lourdes tâches se posent devant tous les militants révolutionnaires du prolétariat de France. C'est en surmontant les difficultés dans leur sein qu'ils apprendront à résoudre ces tâches. Remplacer un sérieux examen politique des problèmes par des intrigues, c'est ne rien comprendre aux tâches révolutionnaires de l'heure présente.

Le C.C. de la Ligue communiste;  
Le C.C. des Jeunesses léninistes;  
Le Comité régional de la Région parisienne.

## L'ÉVOLUTION DU PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

La crise de l'Etat démocratique de la bourgeoisie comporte nécessairement la crise du parti social-démocrate. Sur cette interdépendance il faut réfléchir, il faut l'analyser à fond. Que la bourgeoisie passe du régime parlementaire au bonapartisme, cela n'exclut pas encore définitivement la social-démocratie de cette combinaison légale de forces sur laquelle repose le gouvernement du capital. Schleicher, on le sait, recherchait en son temps l'appui des syndicats. Par l'intermédiaire de son Marquet, Doumergue est en relation, bien entendu avec Jouhaux et Cie. Langeron, le baton blanc à la main, indique la route à suivre aux fascistes d'une part, aux socialistes d'autre. Dans la mesure où le parti socialiste comprend que l'équilibre bonapartiste dépend de sa propre existence, il compte encore lui-même, dans la personne de sa direction, sur cet équilibre, il se prononce contre les méthodes révolutionnaires de lutte, il flétrit le marxisme, lui appliquant le sobriquet de « blanquisme » et il professe presque la doctrine tolstoïenne de « la non-résistance au mal par la violence ». Cependant, cette politique est aussi peu stable que le régime bonapartiste au moyen duquel la bourgeoisie essaie de se mettre en garde contre des solutions plus radicales.

Essentiellement, la nature de l'Etat démocratique consiste, comme on sait, en ceci, que chacun a le droit de dire et d'écrire ce qu'il veut, mais, sur toutes les questions importantes, le dernier mot appartient aux gros possédants. Ce résultat est obtenu grâce à un ensemble complexe de concessions partielles (« réformes »), d'illusions, de corruption, d'imposture et d'intimidation. Lorsqu'on a épuisé les possibilités économiques de concessions partielles (« réformes »), la social-démocratie cesse d'être « le principal appui politique de la bourgeoisie ». Cela signifie que le capital ne peut déjà plus s'appuyer sur l'opinion publique » approuvée ; il a absolument besoin d'un appareil étatique (bonapartiste) indépendant des masses.

Parallèlement à ces mutations dans le système étatique, il s'en produit d'autres très importantes à l'intérieur de la social-démocratie. Au crépuscule de l'époque du réformisme (surtout pendant les dix premières années consécutives à la guerre), le régime intérieur de la social-démocratie est la reproduction du régime de la démocratie bourgeoise : tout membre du parti peut dire et penser ce qui lui convient ; mais les décisions sont prises par les sommets de l'appareil, étroitement liés à l'Etat. A mesure que la bourgeoisie perd la possibilité de

gouverner en s'appuyant sur l'opinion publique des exploités, les leaders de la social-démocratie perdent la possibilité de diriger l'opinion publique de leur propre parti. Cependant, les leaders réformistes, différant en cela des leaders de la bourgeoisie, n'ont point à leur disposition un appareil de contrainte. Voilà pourquoi à mesure que disparaît la démocratie parlementaire de l'Etat bourgeois, la démocratie intérieure au parti socialiste, par contre, devient de plus en plus une réalité.

La crise de l'Etat démocratique et celle du parti social-démocrate se développent parallèlement, mais en sens contraire. Alors que l'Etat, par l'étape bonapartiste, marche vers le fascisme, le parti socialiste, passant par une opposition « loyale », quasi parlementaire, à l'Etat bonapartiste, marche vers une lutte à mort avec le fascisme. L'intelligence de cette dialectique des rapports réciproques entre l'Etat bourgeois et la social-démocratie est une des conditions essentielles d'une juste politique révolutionnaire; c'est précisément sur ce point que les stalinistes se sont cassé le cou.

A l'étape bonapartiste où passe actuellement la France, les leaders du parti social-démocrate font tous leurs efforts pour se maintenir sur les limites de la légalité (bonapartiste). Ils ne perdent pas l'espoir de voir une amélioration de la conjoncture économique et d'autres circonstances favorables qui amèneraient une restauration de l'Etat parlementaire. Mais, après l'expérience de l'Italie, de l'Allemagne et de l'Autriche, ils sont forcés de compter avec une autre possibilité, moins séduisante, contre laquelle ils auraient désiré prendre des garanties. Ils ont peur de se détacher des masses qui exigent la lutte contre le fascisme et attendent des directives. De sorte que l'appareil socialiste se trouve pris dans l'état de la plus grande contradiction. D'une part, dans la lutte contre la radicalisation des masses, il en arrive à prêcher des idées nettement tolstoïennes : « la violence n'engendre que la violence; aux matraques et aux revolvers, il faut opposer... la sagesse et la prudence ». D'un autre côté, il parle de la dictature du prolétariat, de la grève générale, etc., et s'engage dans la voie de la politique du front unique. A l'intérieur de l'appareil même se produit entre temps une dislocation. Les « gauches » acquièrent une popularité de plus en plus grande. Les leaders officiels sont forcés de s'accrocher de la main droite à Doumergue (la « légalité » à tout prix). Mais la situation objective n'est pas telle que l'on puisse maintenir de telles contradictions. Répétons-le : la con-

dition actuelle du parti socialiste est encore moins stable que le régime bonapartiste préventif de l'Etat.

Il ne peut pas y avoir de plus périlleuse erreur en politique que d'opérer avec des idées toutes faites, se rapportant au jour d'hier, aux rapports de forces d'hier. Lorsque, par exemple, la direction du parti socialiste ramène sa tâche à exiger de nouvelles élections, elle transfère la politique du royaume des réalités dans celui des ombres. « Parlement », « gouvernement », « élections », ces mots n'ont plus du tout aujourd'hui le sens qu'ils avaient avant la capitulation du régime parlementaire, le 6 février. Les élections, par elles-mêmes, ne peuvent déjà plus déplacer le centre de gravité du pouvoir : pour cela il faudrait une poussée des masses de gauche, capable de recouvrer complètement et d'effacer les résultats de l'offensive de droite du 6 février.

Mais une erreur tout à fait du même genre est commise par certains camarades qui, dans leur appréciation du P. S., se guident sur les formules toutes faites d'hier : « réformisme », « II<sup>e</sup> Internationale », « appui politique de la bourgeoisie ». Sont-elles justes, ces appréciations? Oui, et non. Plutôt non que oui. L'ancienne définition de la social-démocratie répond encore moins à la réalité que la définition de l'Etat actuel, en tant que « république démocratique parlementaire ». Il serait erroné d'affirmer qu'il n'est rien resté en France du parlementarisme. Dans certaines conditions, une reprise temporaire du parlementarisme est même possible (c'est ainsi que les agonisants ont des feux de conscience). Mais dans son ensemble toute l'évolution est déjà dirigée dans un sens opposé à celui du parlementarisme. Si nous désirons donner une définition approximative et effective de l'Etat français actuel, nous dirons : « un régime bonapartiste préventif, dissimulé sous les vides apparences d'un Etat parlementaire et louvoyant entre le camp insuffisamment fortifié du régime fasciste et le camp insuffisamment conscient de l'Etat prolétarien ». Il n'y a que cette définition dialectique qui puisse jeter la base d'une juste politique.

Mais les mêmes lois de la réflexion dialectique s'imposent aussi à l'égard du parti socialiste qui, comme nous l'avons déjà dit, partage le sort de l'Etat démocratique, marchant seulement en sens contraire. A cela il faut ajouter que, pour une bonne part grâce à l'expérience de l'Allemagne et de l'Autriche, l'évolution du parti socialiste en vient même à dépasser, dans une certaine mesure l'évolution de l'Etat : c'est ainsi que la scission avec les néos a précédé de quelques mois le coup d'Etat du 6 février. Ce serait, bien entendu, une erreur très grossière d'affirmer qu'après cette scission il n'est « rien » resté du réformisme et du patriotisme dans le parti. Mais ce n'est pas une moindre erreur que de parler de la social-démocratie en donnant à ce mot sa signification d'autrefois. Du fait qu'il est impossible de continuer à appliquer une définition simple, coutumière, durable, on se trouve indubitablement en présence d'un parti centriste qui, en vertu de l'évolution accentuée du pays, combine encore sur ses pôles d'extrêmes contradictions. Il faut être un irrémédiable scolastique pour ne pas discerner, sous l'étiquette de la II<sup>e</sup> Internationale, ce qui se passe en réalité. Seule une définition dialectique du parti socialiste, c'est-à-dire, avant tout une évaluation concrète de sa dynamique intérieure, peut permettre aux bolcheviks-léninistes de se fixer une juste perspective et d'adopter une position active, non expectative.

(Voir suite page 2)

## L'affaire des mineurs polonais de Leforest

Il n'est pas un ouvrier révolutionnaire qui n'ait frémi de colère à l'annonce des expulsions des polonais de Leforest. Tous ceux qui s'illusionnent encore sur la volonté d'action de nos internationalistes du 120 ou de la C. G. T. U. pouvaient s'attendre à ce que le P. C. ou les syndicats unitaires réagissent immédiatement devant la rapidité de la répression gouvernementale.

Que l'action engagée par les Polonais de Leforest ait été opportune ou non, que le secrétaire des confédérés Legay ait agi comme un vil valet nationaliste au service du patronat, tout cela n'efface pas le fait brutal : la vigueur de la riposte gouvernementale contre les « indésirables » mineurs méritait autre chose qu'une interpellation de Ramette à la prochaine session des chambres (dans six mois, Ramette !). Il fut un temps où semblables faits auraient soulevé à Paris, des meetings, une violente protestation ouvrière sous la direction des organisations communistes et unitaires.

A présent, en pleine « unité d'action (?) », après une campagne contre l'expulsion d'Olszanski, la C. G. T. U. reste coi. Dans un article d'une faiblesse infâme à clouer au pilori, Duclos, au nom du parti communiste, est obligé de constater que les faits défont le domaine syndical, et il regrette QUE L'ABSENCE DES PRINCIPAUX CHEFS SOCIALISTES DE PARIS, EMPECHE D'ESSAYER DE FAIRE QUELQUE CHOSE ENSEMBLE, il invite les travailleurs à protester et il tend aux Polonais pathétiquement ses mains fraternelles. Bonsoir... vous nous écrivez ce qui se passe dans les prisons de Pilsudsky.

La révolte des mineurs Polonais attendait un autre soutien que les mains tendues de Jacques Duclos, et les tremolos de Cachin. L'internationalisme prolétarien exigeait autre chose que ces phrases larmoyantes de crocodiles social-démocrates.

Une vigoureuse manifestation de masse immédiatement décidée à Paris sous le signe du front unique, afin d'imposer au gouvernement le droit de grève pour les prolétaires étrangers travaillant en France, aurait rassemblé des milliers de travailleurs enthousiastes. La répression aurait pu être arrêtée. L'internationalisme aurait marqué sa force et pour le prolétariat minier et pour l'ensemble des travailleurs de ce pays. Ces messieurs du 120 préfèrent lutter (au 120) « pour la libération de Thaelmann », ce qui est moins dangereux pour le gouvernement Doumergue, qu'il faut bien ménager pour l'appui qu'il accorde à l'U. R. S. S.

Il fut un temps où les terrassiers descendaient à l'Huma pour corriger les rédacteurs opportunistes.

Il fut un temps où l'internationalisme se manifestait ailleurs que dans les parades légales.

Nous appelons les travailleurs révolutionnaires à faire sentir leur colère aux bonzes du stalinisme.

La colère contre le gouvernement des Doumergue et des Marquet? Certes. Contre tout gouvernement bourgeois notre colère est permanente. En chassant les Polonais de Leforest, le gouvernement Marquet-Doumergue est dans son rôle.

Mais en versant des larmes sur ce lamentable fait divers, un Duclos n'est pas dans son rôle de dirigeant révolutionnaire.

Les chefs communistes descendus à cette carence et à cette lâcheté, trahissent les intérêts du prolétariat révolutionnaire, trahissent la confiance des militants révolutionnaires.

Messieurs les opportunistes du centre stalinien, chefs du Parti ou de la C.G.T.U., nous espérons bien, nous les « provocateurs trotskystes », comme vous dites, qu'un jour prochain viendra où les véritables révolutionnaires se retrouveront et vous chasseront du mouvement ouvrier, vous et les traîtres de votre espèce.

## Aux Bolcheviks-Léninistes de l'U.R.S.S.

Chers camarades,

Les stalinistes préparent de longue date, la capitulation de Rakovsky, comme un coup décisif. Et maintenant à quelques mois de distance, il s'avère que le coup a raté : en U. R. S. S. parmi des milliers d'emprisonnés, de déportés, exclus du Parti et privés de pain, deux ou trois vétérans fatigués suivent Rakovsky; dans tout le reste du monde — pas un seul homme. Et cela en dépit de la situation extraordinairement difficile des bolcheviks-léninistes, alors que les stalinistes s'unissent à toute la réaction mondiale pour les chasser et les pourchasser.

Le principal argument de la capitulation, est en même temps, la principale preuve de l'inconsistance politique des capitulards. L'offensive victorieuse du fascisme exige, selon Rakovsky, l'union de « toutes les forces » pour la défense du pouvoir soviétique. Mais c'est que toute la question est de savoir comment contenir l'offensive victorieuse de la réaction et comment sauvegarder le pouvoir soviétique. Staline déclara que social-démocratie et fascisme, étaient des jumeaux inséparables. La politique du front unique fut sur cette base condamnée une fois pour toutes. Deux jours avant la victoire de Hitler l'I. C. affirma que la révolution prolétarienne allait en Allemagne à toute vapeur à la victoire. L'établissement sans obstacle de la dictature fasciste dans le pays le plus industriel de l'Europe, l'I. C. le présenta comme l'« accélération de la révolution prolétarienne ». La politique du parti communiste allemand avant, pendant et après le coup d'Etat fasciste fut déclarée irréprochable. C'est avec de telles tromperies et de tels crimes que fut per-

due en Allemagne, une situation extraordinaire par ses possibilités révolutionnaires. Au cours des années 1929 à 1933, l'I. C. prépara et porta au pouvoir soviétique et à la révolution mondiale, un coup tel, qu'en comparaison les succès économiques de l'U. R. S. S. restent loin en arrière au deuxième et au troisième plan. Rakovsky n'a même pas tenté de répondre à la question : la politique de Staline-Thaelmann dans les grands conflits de classe fut-elle juste ou fautive ? Celui qui remplace la défense des intérêts historiques de la révolution par des complaisances à l'égard de la bureaucratie soviétique, ses fautes et ses crimes, celui-là ne peut attendre de la part des bolcheviks-léninistes qu'un mépris bien mérité.

Quand en France, les eaux du fascisme lui ont monté jusqu'au cou, la direction de l'I. C., effrayée, accomplit en quelques jours, sinon en quelques heures, un tournant sans précédent dans l'histoire politique; rejetée, comme un torchon sale, la théorie du social-fascisme; reconnue — et sous quelle forme vulgairement menchévik ! — la défense de la démocratie; le front unique avec la social-démocratie proclamé précepte non seulement supérieur, mais unique, auquel on sacrifie facilement et les tâches révolutionnaires et la critique du réformisme. Avec un cynisme monstrueux dans les idées, ces gens nous font grief maintenant non plus de prêcher « en contre-révolutionnaire » le front unique, avec les sommets, mais de ne pas avoir une attitude « loyale » envers ces som-

ets, en essayant d'utiliser le front unique pour affermir l'aile révolutionnaire au compte de la social-démocratie. Que signifie ce « salut de la mort » ?

Moscou a compris, semble-t-il, que le seul accroissement des tracteurs non seulement ne répond pas les problèmes du socialisme, mais n'assure même pas l'existence de l'Etat soviétique. Si même on croyait un instant qu'une société socialiste complète serait construite en U. R. S. S. au cours des 4 ou 5 années qui viennent, il est impossible malgré tout, de fermer les yeux sur le fait que le fascisme remporte ses victoires et cannibale dans des délais encore plus courts. Inutile d'expliquer quelles conséquences aurait pour le « socialisme en un seul pays » la fascisation de l'Europe entière pendant les douze ou vingt-quatre mois qui viennent ! D'où un accès aigu de panique chez les chefs de la bureaucratie. D'où l'ordre télégraphique : accomplir un tournant de 180°, et le couvrir d'une nouvelle vague de gaz de calomnie contre les « trotskystes » !

A l'aide de tels procédés, la bureaucratie maintient une domination illimitée sur l'I. C.; mais, en même temps, l'I. C. perd l'estime et la confiance des masses ouvrières. Le tournant en France s'est produit sans un semblant de critique ni de discussion. En se réveillant les membres du parti français ont simplement appris qu'aujourd'hui il fallait appeler vérité ce qu'hier on appelait mensonge. Que les Rakovsky et les Sosnovsky déclarent que ce régime est le « mérite » de Staline ! Nous, nous pensons que ce régime est le malheur de la révolution. En tout cas, les capitulards de-

(Voir suite page 2)

## CONTINUEZ !

Renforcez votre appui à LA VÉRITÉ

Obligés de mettre en pages plus tôt par suite des fêtes du 15 août, nous n'avons pas encore tous les éléments pour publier dans ce numéro le budget hebdomadaire, il paraîtra la prochaine fois.

Mais dès maintenant, nous devons dire à nos lecteurs : les rentrées sont insuffisantes, nous ne pouvons paraître que sur 2 pages, l'existence de LA VÉRITÉ reste précaire.

Nous sommes obligés de répéter nos appels : SOUSCRIVEZ, FAITES SOUSCRIRE ! ABONNEZ-VOUS !

Nous insistons auprès de chacun de vous pour faire un effort considérable : IL NOUS FAUT RAPIDEMENT UN FONDS DE CINQ MILLE FRANCS.

N'attendez pas un seul jour pour le faire. Dès que vous aurez lu cet appel, répondez-y !

Apportez-nous vos suggestions, renseignez l'administration. Le moindre renseignement nous est précieux pour développer le journal. (Adresser les fonds au Compte postal P. Frank 1368-55).

# Aux Bolchevicks-Léninistes de l'U.R.S.S.

Suite de la première page

braient, au moins, dire devant quoi ils ont capitulé: devant la politique d'hier de Staline-Taelmann, qui a donné de si heureux résultats en Allemagne, ou devant la politique directement opposée d'aujourd'hui de Staline-Cachin en France? Mais les capitulards n'osent pas faire le choix. Ils ont capitulé non devant une politique, mais devant la bureaucratie.

La politique de l'U. C. a permis dans les dix dernières années à la Seconde Internationale, de reprendre la position dominante dans la classe ouvrière. Bien entendu, la crise, la misère, le banditisme réactionnaire, l'approche d'une nouvelle guerre, poussent violemment vers les sections de l'U. C. divers groupes d'ouvriers. Mais ces « succès » superficiels et éphémères provoqués par la situation, ne correspondent nullement à la situation politique et à ses tâches gigantesques. Le parti communiste allemand eut des « succès » incomparablement plus grands jusqu'à la fin de son existence légale, et cela ne l'a pas sauvé d'un effondrement ignominieux.

A l'intérieur des partis de la Seconde Internationale, dont les chefs sont l'image de la misérable et infâme désorientation, s'accomplit en ce moment un processus de radicalisation des masses. Le régime de l'U. C., les sauts de la bureaucratie staliniste, le cynisme de ses procédés et de ses méthodes constituent maintenant le principal obstacle sur la voie de l'éducation révolutionnaire et du rassemblement de l'avant-garde prolétarienne. Cependant, sans mobilisation des masses ouvrières — non pas pour des parades et des assemblées sonnelles, mais pour des combats décisifs, sans direction juste, qui unisse l'intransigeance révolutionnaire au réalisme léniniste, la victoire du fascisme arrivera en France avec la même inévitabilité qu'en Allemagne. Que restera-t-il alors de la théorie du « socialisme en un seul pays »? Rien de plus que ce qu'il reste aujourd'hui de la théorie du social-fascisme.

Les bolchevicks-léninistes se préparent non pas à capituler, mais au contraire à décupler leurs efforts. Les ouvriers socialistes doivent devenir maintenant la principale arène de leur activité. Il faut leur montrer l'issue, plus exactement, il faut la main dans la main avec eux, trouver une issue vers la révolution. C'est seulement ainsi qu'on pourra arracher les ouvriers communistes de l'état de la bureaucratie et assurer non seulement l'unité d'action dans la lutte contre le fascisme, mais aussi la création d'un véritable parti révolutionnaire de masse, section de la Quatrième Internationale, qui mènera le prolétariat à la conquête du pouvoir.

Chers amis ! Vos compagnons de pensée de tous les pays du monde, connaissent les conditions d'une difficulté inhumaine dans lesquelles la bureaucratie staliniste vous a placés. Ils ont d'autant plus de respect pour la fermeté, dont la majorité de vous a fait preuve en face des nouvelles répressions, des nouvelles calomnies et des nouvelles trahisons. Non, vous n'avez à capituler devant rien. Au contraire, vous avez devant vous une grande mission révolutionnaire à accomplir. Vous avez pour devoir de poser par tous les moyens qui vous sont possibles devant les ouvriers avancés de l'U. R. S. S. les problèmes de la révolution internationale, qui maintenant, sont remis en monopole aux mains des Manousséou, des Kousinen, des Piatnitsky, des Losovsky et autres fonctionnaires irresponsables de troisième et cinquième catégories.

Bolchevicks-léninistes ! Le développement de l'Europe et du monde entier est entré maintenant dans un stade critique, où le sort de l'U. R. S. S. et de la révolution internationale doit se trancher par toute une époque historique. Les leçons révolutionnaires, que nous avons conquises par

## LETTRÉ A UN INSTITUTEUR UNITAIRE

# LE CORPS ENSEIGNANT ET LE FASCISME

Cher camarade,

Je vais essayer de résumer dans cette lettre mon opinion, après le Congrès de Montpellier, où j'ai participé aux longs débats, sur les questions concernant les instituteurs français en général et la Fédération unitaire en particulier.

Je ne peux pas ne pas répéter que Monmousseau, cet équilibriste sans foi ni loi, nous a tendu un piège sur la question de la fusion des deux Fédérations, en sacrifiant les intérêts corporatifs et révolutionnaires aux considérations de prestige et de « fromage » des bureaucrates dirigeants de la C.G.T.U. Leur tournant n'a rien de commun avec l'honnête acceptation du front unique révolutionnaire. Autant qu'il est possible de discerner dans leur jeu obscur, ils cachent deux manœuvres enchevêtrées, l'une plus large, qui correspond aux visées de la diplomatie soviétique, l'autre plus étroite et subordonnée, qui doit « donner satisfaction » aux aventuriers banqueroutiers de l'U. C. La doctrine quasi officielle de la bureaucratie dirigeante de l'U.R.S.S. cherche à expliquer la défaillance incontestable, pour elle aussi, de l'U. C., par les qualités conservatrices du prolétariat occidental : si les réformistes affirmaient que le bolchévisme n'était pas bon pour l'Europe, les banqueroutiers de l'U. C. déclarent maintenant que le prolétariat européen n'est pas assez bon pour le bolchévisme. Dans cette question comme dans beaucoup d'autres, le stalinisme et l'opportunistisme occidental ne représentent que les deux faces de la même médaille.

En transformant ainsi la faillite de l'U. C. en faillite du prolétariat occidental, les bureaucrates dirigeants tirent la conséquence : pour la sécurité de l'U.R.S.S., nous devons chercher d'autres aides. Puisque le prolétariat conservateur est attaché à la démocratie, il ne reste qu'à s'attacher à celle-ci, à la soutenir, à la conserver. Nous autres, révolutionnaires, nous déclarons : Dans la mesure où les ouvriers gardent leur confiance dans la démocratie, nous sommes prêts à défendre celle-ci contre le danger fasciste; mais nous ne pourrions jamais renoncer à la critique des illusions démocratiques. Les stalinistes renoncent facilement au droit de critique, tant qu'il s'agit maintenant pour eux (pour la bureaucratie soviétique) non de mener le prolétariat par l'étape démocratique vers la conquête du pouvoir, mais de s'assurer un appui démocratique international comme le seul but réalisable. La « démocratie » française, c'est le parti radical, qui ne peut gouverner sans l'appui du P.S. Mais, ce parti à son tour, ne peut donner son appui au gouvernement radical qu'à la condition que les communistes « lui fient la paix ». Les desseins suprêmes de la bureaucratie soviétique sont de rétablir le régime d'Herriot, « l'ami de l'U.R.S.S. », avec l'aide de Léon Blum, franchi, par le soi-disant front unique, de la critique de Thorez. Tel est le ressort principal du grand tournant commandé par télégraphe.

Pour calmer l'aile « gauche » de l'U. C., les gens de la Bela Kun, ont dit : Tout cela n'est qu'une machination, ferme ta gueule, et attends; le moment propice viendra où nous briserons brutalement le front unique en prenant les chefs socialistes endormis à l'improviste et en emmenant leurs ouvriers avec nous.

Telles sont les deux manœuvres enchevêtrées, c'est la première qui est pour le moment effective. Mais, si la perspective démocratique ne se réalise pas, les gros bureaucrates peuvent bien retirer leur épingle du jeu, en laissant les pires aventuriers à la Bela Kun utiliser à leur manière le front unique.

Quelle est la place de Monmousseau dans ce double et peut-être triple jeu? Je n'en

une dizaine d'années de lutte contre le centrisme bureaucratique, ou stalinisme, nous les apporterons maintenant aux masses. Nous nous frayerons la voie à elles, coûte que coûte.

POUR LA DEFENSE DE L'U. R. S. S. !  
POUR LA REVOLUTION PROLETARIENNE MONDIALE !  
POUR LA QUATRIEME INTERNATIONALE !

La Représentation des Bolchevicks-Léninistes Russes à l'étranger.

sais rien, et Monmousseau lui-même n'en sais plus que moi. Il est tout de même assez versé dans les coulisses stalinistes pour ne pas avoir peur que l'échafaudage défilé du tournant ne s'écroule pas sur sa propre tête. C'est pourquoi il voudrait bien, en accomplissant l'ordre reçu, faire trainer les choses, s'esquiver, freiner. C'est ainsi qu'il a su imposer au Congrès de Montpellier la décision évasive et dangereuse en esquivant la fusion immédiate des deux Fédérations; ajournant la décision jusqu'en janvier 1935, c'est à amoquer du monde et de soi-même, étant donné que les prochains mois devront apporter des décisions autrement graves.

Il faut bien nous entendre : le danger du fascisme n'est pas une formule d'agitation, c'est une réalité sinistre qui peut s'affirmer à bref délai. L'affirmation du « Popu » et de « l'Hum » : le front unique a déjà fait reculer les fascistes, n'est que bravade naïve et charlatanesque.

La montée fasciste, comme tout processus historique de ce genre, s'effectue par bonds sinueux et spasmodiques. Nous sommes entre deux spasmes, voilà la vraie clef de la situation. Ce n'est pas Monmousseau qui pourra ajourner le second bond jusqu'après le premier janvier 1935.

La victoire du fascisme signifierait en premier lieu l'écrasement du corps enseignant révolutionnaire. Avant même d'aborder les organisations ouvrières, la réaction fasciste devra passer sur le crâne des fonctionnaires et des instituteurs récalcitrants. Des bavards disent : le danger est loin d'être imminent, la France n'est pas l'Allemagne, le tempérament français ne se prête pas au fascisme. Ce n'est pas à nous de prendre au sérieux ces balivernes. Le fascisme n'est pas le produit du tempérament national, mais le produit de la lutte sociale, il dénie une nécessité inéluctable pour le capitalisme français aux abois. Et dans la mesure où le tempérament national s'y opposerait, le régime fasciste exigera en France deux ou dix fois plus de victimes qu'ailleurs. Ce n'est pas par hasard que la répression à toutes les étapes de l'histoire de la France fut des plus sanglantes.

Notre Fédération unitaire, avec ses trois mille membres, serait la première bouchée de la réaction triomphante. Même l'auto-défense réactionnaire nous oblige à sortir de notre isolement et de fusionner avec le Syndicat national. Chaque journée perdue est une perte irremplaçable. Je sais bien, nous sommes en vacances et beaucoup d'entre nous en jouissent avec béatitude. Quand on regarde autour de soi, on a presque l'impression physique de voir des paysans inconscients du danger qui labourent les pentes du Vésuvius à quelques instants de l'éruption qui dévastera leur fortune, leur travail et les emportera eux-mêmes.

Il faut coûte que coûte, trouver la possibilité de renouer sur la décision dangereuse du Congrès de Montpellier, imposée par la C.G.T.U. Nous sommes en temps de guerre, et les formalités, même les plus respectables, doivent reculer devant les nécessités impérieuses. Je suis sûr de mon côté, qu'une initiative audacieuse venant de la direction fédérale, qui a la pleine confiance des militants, serait soutenue par l'écrasante majorité de la Fédération. Et la fusion des deux Fédérations — ici je suis d'accord avec Delmas — donnerait une poussée vigoureuse à l'unification du mouvement syndical tout entier en brisant la mauvaise volonté de Jouhaux et des Monmousseau.

Nous ne pouvons naturellement fusionner avec les Confédérés que pour la mobilisation révolutionnaire du corps enseignant. C'est pourquoi nous devons élaborer un programme d'action adapté à la situation, précis, vigoureux. Voyez Paul Faure, le chef de la S.F.I.O., il développe devant les revolvers, les mitrailleuses du fascisme, la thèse bouddhiste et tolstoïenne de ne pas s'opposer au mal par la violence. La tâche reste pour lui de gagner la confiance de la majorité (51 %) pour réaliser l'idéal socialiste. Mais les social-démocrates autrichiens furent égarés à leur 44 %. Il est bien douteux que Paul Faure réussisse à battre ce record. Même si

l'on reste totalement et exclusivement sur la base démocratique de la conquête du pouvoir par 51 % des suffrages, on est obligé de s'assurer cette possibilité par la défense armée contre les bandes fascistes, comme les ouvriers sont obligés de défendre leur grève la plus modeste par des pickets. La bourgeoisie dit hypocritement, la sécurité nationale exige l'armement national; nous pouvons dire en toute sérénité: la sécurité de l'ascension démocratique du prolétariat exige impérieusement l'armement des ouvriers et en premier lieu la création des milices ouvrières.

Mais voici que les Thorez, les Cachin, les Monmousseau, accourent à l'aide des thèses tolstoïennes de Paul Faure; il paraît qu'il n'y a que les « provocateurs trotskystes » qui veulent opposer aux armes de la réaction, les armes du prolétariat. Quelles arguties hautes et imbéciles ! Elles sortent de la bouche des mêmes gens, qui hier encore, peuplaient toute la France (au moins la France de l'Humanité) de barricades et de batailles révolutionnaires. C'est dans cette question que le tournant démontre le plus clairement la dépendance servile des bureaucrates du P. C. et de la C. G. T. U., de la diplomatie soviétique. Les Thorez veulent remplacer les milices armées par « l'auto-défense du prolétariat dans son ensemble ». Tu parles ! Et que devient dans cette histoire le rôle de l'avant-garde du prolétariat ? Les milices sans l'appui de la majorité de la classe, ce n'est rien, mais la classe exposée aux coups fascistes sans la milice, c'est peu de chose; la milice, c'est l'armée active, la classe, c'est la grande réserve. C'est A. B. C. du marxisme est abandonné, piétiné, souillé, sous le nom de « blanquisme ». L'auto-défense des instituteurs — c'est ma conviction absolue — doit en faire des propagandistes farouches et des organisateurs infatigables de la milice ouvrière et paysanne. Le but de cette milice, la défense des organisations, des réunions, de la presse, des masses exploitées, de leurs lois démocratiques et acquisitions sociales.

Ce que je dis dans cette lettre est tout à fait insuffisant. J'espère que c'est là le commencement d'un échange de vues sur les questions brûlantes qui concernent directement notre Fédération, mais qui la dépassent de beaucoup. Je voudrais bien avoir ton opinion comme celle d'autres camarades, je serai prêt à mon tour à donner la réplique. Il ne faut pas que les vacances nous endorment. Le sénateur Gauthier, de la Loire-Inférieure, de même que Fougères, député de l'Indre, ont déjà posé des interpellations concernant les instituteurs. La réaction ne perd pas son temps, ne perdons pas le nôtre.

Fraternellement à toi,

Un instituteur unitaire,  
membre de la Ligue Communiste.

L'ouvrier y gagnera-t-il ?

H. DUBREUIL

LES CODES ROOSEVELT et les perspectives sociales

GRASSET 15 fr.

par l'auteur de "STANDARDS"

Le Gérant : P. FRANK.

Imp. du COMMERCE et des POSTES 12, rue Notre-Dame de Nazareth, Paris

## L'ÉVOLUTION DU PARTI SOCIALISTE

(Suite de la Première page)

A défaut d'une poussée révolutionnaire des masses capables de déplacer vigoureusement vers la gauche le centre de gravité politique, — ou bien, pour mieux dire : avant cette poussée, — le pouvoir étatique doit de plus en plus ouvertement et brutalement s'identifier à un appareil militaire-policié, le fascisme doit se renforcer et devenir plus insolent. Parallèlement à cela doivent se manifester les contradictions dans le parti socialiste, savoir : l'incompatibilité de la doctrine tolstoïenne de « non-résistance au mal par la violence » avec les problèmes révolutionnaires dictés par l'ennemi de classe. Simultanément avec la bonapartisation de l'Etat et l'approche du danger fasciste, la majorité du parti doit inévitablement se radicaliser, la ségrégation idéologique, qui est loin d'être terminée, doit entrer dans une nouvelle phase.

Les bolchevicks-léninistes ont pour devoir de dire tout cela très ouvertement. Ils ont toujours repoussé la théorie du « social-fascisme » et les méthodes crapuleuses de polémisme dans lesquelles l'impuissance de la théorie se combine avec le mensonge, la calomnie. Ils ne voient aucune raison à faire amende honorable et à dire du noir que c'est du blanc. Nous avons préconisé le front unique alors qu'il était également repoussé par les socialistes et les stalinistes. C'est précisément pour cette raison que nous gardons encore aujourd'hui une attitude critique, réaliste, à l'égard de la notion abstraite de « l'unité ». Dans l'histoire du mouvement ouvrier, la délimitation fut plus d'une fois la condition première de l'unité. Pour faire le premier pas dans le sens du front unique, le parti socialiste a été obligé de briser préalablement avec les néos. Il ne faut pas oublier cela une minute. Le parti socialiste ne pourra prendre la direction d'un front unique véritablement massif et combattif qu'à condition de fixer nettement ses tâches et d'éliminer de ses rangs les adversaires déclarés et masqués de la lutte révolutionnaire. Il ne s'agit pas de quelque « principe » abstrait, mais d'une nécessité de fer, procédant de la logique de la lutte. La question ne saurait se résoudre par des tours de phrase diplomatiques comme le croit Zyromsky qui essaie de trouver une formule de conciliation entre le social-patriotisme et l'internationalisme. La marche de la lutte de classe, dans sa phase actuelle, s'opère et détruira, impitoyable, tout élément de tergiversation, de fausseté et de dissimulation. Les ouvriers en général, les socialistes en particulier, n'ont besoin que de la vérité, de la vérité nue, de rien d'autre que la vérité.

Les bolchevicks-léninistes ont exactement formulé ce qui est et ce qui se prépare. Mais ils n'ont pas du tout su, — il faut l'avouer, — remplir la tâche qu'ils s'étaient assignée eux-mêmes, il y a un an, la tâche de se rapprocher des ouvriers socialistes, non pour leur « faire la leçon » de haut en bas, en qualité de savants spécialistes de la stratégie qui savent tout, mais pour s'instruire auprès des ouvriers avancés, en serrant avec eux les coudes sur la base de l'expérience effective de masses que poursuit inéluctablement le prolétariat français dans la voie de la lutte révolutionnaire.

Pour mieux élucider les problèmes qui se posent à nous dans ce domaine, il faut, cependant s'arrêter sur l'évolution du parti dénommé « communiste ». Nous y viendrons dans le prochain article.

### Note de la Rédaction

Cette semaine encore, tenus de paraître sur deux pages et de faire la mise en pages plus tôt par suite du 15 août, nous ne pouvons publier des articles, des comptes rendus et des lettres que nous avons reçus. Nous nous en excusons auprès de nos correspondants; nous leur rappelons que c'est le mardi matin au plus tard, que doit nous parvenir la copie.

JULES.

### Courte réponse

Le camarade Jules a cru bon de commencer son article par quelques considérations qui n'ajoutent rien à ses arguments, mais qui peuvent seulement semer le trouble dans l'esprit des lecteurs, c'est pourquoi nous croyons devoir les relever. Le camarade Jules parle d'un « scénario » monté pour chaque ce qui se passe derrière la coulisse, scénario qu'il a bien fallu subir car la « démagogie meurtrière et dissolvante » aurait aussi sa part dans la Ligue.

En réponse à ces déclarations appuyées par aucun fait, nous nous bornerons à signaler le fait suivant : La discussion a été ouverte dans la Vérité du 3 août (n° 216) par un article éditorial intitulé : « Vers l'unité organique ? » qui fut rédigé par le camarade Jules lui-même. C'est lui qui fut chargé d'ouvrir le débat, il l'a fait comme il l'entendait; s'il y avait un scénario, ce serait donc lui l'auteur. Que signifie donc cette intention de transporter le débat du plan politique sur un plan absolument propice à développer la « démagogie meurtrière et dissolvante » et à empoisonner la discussion ?

Quant à nous, on comprendra qu'ayant dénoncé le danger, nous nous refusons à mener le débat sur un tel plan.

### Tribune de discussion

## Le problème de l'unité organique

Le problème de l'unité organique sur lequel on vient d'ouvrir la discussion dans la Vérité fait de prime abord, l'impression d'un scénario mis devant les yeux des camarades — et non seulement des camarades... — pour leur empêcher de voir ce qui se passe derrière les coulisses. Tout le monde sait, en effet que le problème réel, le problème concret qui est posé aujourd'hui au sein de notre organisation et qui est chaleureusement discuté dans nos groupes et dans nos Bulletins intérieurs est autre. Il aurait été naturel donc, que même en public on discute sur cet autre problème, mais, malheureusement on est souvent obligé aussi dans notre organisation, de laisser faire sa part à la démagogie meurtrière et dissolvante. C'est pourquoi, au lieu de discuter sur ce qui va décider de l'existence, en tant qu'organisme indépendant, de notre organisation dans les deux ou trois semaines à venir, nous sommes obligés de discuter sur un problème plus éloigné et sur la résolution duquel notre organisation ne peut que jouer un rôle secondaire.

Néanmoins aussi cette discussion, quoique urgente, peut être utile si elle permettra de dégager une ligne politique claire et conséquente.

Nos camarades et les lecteurs de la Vérité connaissent déjà croyons-nous, tous les arguments essentiels des partisans de l'unité organique. L'argument principal est le suivant : comme à l'heure actuelle, il n'existe plus de parti révolutionnaire en France, mais qu'il y a par contre des partis centristes, il est dans l'intérêt du courant révolutionnaire que ces partis s'unissent, car cela signifierait l'écrasement des bureaucraties actuelles et, par conséquent des possibilités de développement formidablement accrues pour ce même courant révolutionnaire, le courant bolchevick-léniniste.

Nous devons remarquer, d'abord, que s'il y a bien 18 mois que nous affirmons qu'il n'y a plus en France et dans le monde, ni de partis, ni d'Internationales révolutionnaires, mais cela ne nous a nullement amenés, jusqu'à maintenant à devenir les partisans de l'unité organique. Au contraire, justement ces mêmes camarades qui, aujourd'hui considèrent l'unité organique comme progressive « car il n'y a plus de partis révolutionnaires » sont ceux-là mêmes qui jusqu'à hier lançaient contre les partisans de l'unité organique les flèches les plus aigües et les plus mordantes. Si ces camarades sont convaincus qu'on s'est trompé dans la ligne suivie jusqu'à hier pour la constitution de nouveaux partis et de la Quatrième Internationale, qu'ils le disent carrément, mais qu'on ne vienne pas ici répéter le lieu commun bien connu : notre ligne était juste, mais elle n'a pas eu des résultats en France car la Vérité... a trop de couilles. Des arguments semblables n'apportent rien, hors le malaise pour leur futurité. Ensuite, l'affirmation que la réalisation de l'unité organique déterminerait de par elle-même, l'écrasement des deux bureaucraties, et particulièrement de la bureaucratie stalinienne repose sur le vide. C'est un acte de foi et non un raisonnement. Le raisonnement, au contraire, démontre que pour les causes déterminantes de l'unité organique du Parti S.F.I.O. et du Parti Stalinien et pour les buts politiques qu'elle peut se proposer, au lieu d'assister à l'écroulement des deux bureaucraties, nous assisterons à leur défense mutuelle, à leur épaulement, à leur lutte commune et renforcée contre le courant révolutionnaire qui cherchera à se frayer la voie. Que l'on voit par exemple pour un instant le problème de l'unité organique en rapport avec les menaces de guerre dans laquelle la Russie

soviétique se trouverait du même côté que la France; et bien, il ne sera pas difficile d'en tirer la conclusion que, aussi dans cette éventualité, les deux bureaucraties au lieu de s'entre-déchirer, marcheront la main dans la main contre le courant qui conduira contre la guerre une lutte conséquente. Il suffit de relire l'appel « contre la guerre » lancé il y a deux semaines par les C.C. des partis stalinistes de France, d'Allemagne, d'Angleterre et de Pologne, et de le confronter avec celui qui vient de lancer l'I.O.S. pour s'en rendre compte. Ces deux appels démontrent que « l'unité » est déjà réalisée entre social-démocrates et stalinien, en ce qui concerne la défense des impérialismes plus ou moins alliés à l'U.R.S.S. Dans l'un comme dans l'autre de ces deux appels, il n'y a pas un mot contre l'impérialisme français... C'est tout un programme.

Mais il y a un autre argument de la part de nos partisans de l'unité organique. C'est que celle-ci est voulue par les masses. Donc, ne pas réclamer l'unité organique signifierait, pour ces camarades, faire, vis-à-vis des masses de l'ultimatum journalistique ! Si on pose la question de l'ultimatum de cette façon, nous croyons qu'il sera assez difficile de trouver dans l'histoire du bolchevisme et de la Troisième Internationale, des périodes non ultimatisées, sauf, bien entendu, dans la période actuelle dans laquelle la Troisième Internationale a, paraît-il, décidé de se dissoudre. La preuve la meilleure que la Troisième Internationale aurait fait, presque en permanence, de l'ultimatum d'organisation et journalistique vis-à-vis des masses, nous pourrions bien la trouver dans le fait que justement la majorité de la classe ouvrière ne s'est ralliée, dans aucun pays en dehors de la Russie, autour des partis communistes. Mais des arguments pareils, qui amèneront leurs auteurs probablement très loin, méritent une discussion plus ample. Pour l'instant nous voulons souligner autre chose. Et c'est que le problème de l'unité organique au lieu d'être l'expression de la volonté des masses, est mis en avant par les deux bureaucraties justement, pour déformer, pour canaliser et pour briser la volonté réelle des masses. En effet, que veulent les masses à l'heure actuelle? Elles veulent barrer la route

à la réaction; elles veulent barrer la route au fascisme; elles veulent défendre leurs conditions de vie et leurs libertés. Pour cela elles ne demandent nullement l'unité organique des divers partis et formations politiques, mais demandent à ces partis et à ces formations politiques, par quels moyens la réaction et le fascisme peuvent être écrasés. Or, à cette demande, les bureaucraties, qui ne veulent pas la lutte, qui la craignent, répondent par des parades, par des meetings et par le traquenard de l'unité organique. C'est donc, un mot d'ordre qui découle non de la volonté d'action des masses, mais de la volonté des bureaucraties d'empêcher l'action ou, en tout cas, de la canaliser de telle façon qu'elle ne puisse être « dangereuse » pour les buts des bureaucraties elles-mêmes.

Or, il y a des camarades qui, au lieu de dénoncer cette manœuvre, au lieu de crier de toute leur force ce qu'elle signifie, veulent prendre la tête et crient, eux aussi : unité organique, unité organique. Mais que peut-elle donner cette unité organique au prolétariat à l'heure actuelle? Est-ce que cette unité organique représente autre chose qu'une tentative de diversion que les bureaucraties veulent imposer aux masses? Et si même les masses devaient tomber dans cette diversion, est-ce que nous devons nous en rendre complices en nous faisant nos propagandistes et ses partisans? Est-ce que qu'en 1914, par le fait que les masses, trahies par la social-démocratie, croyant défendre la « liberté », la « démocratie » et autres balivernes, nous aurions dû devenir les partisans de la guerre sous prétexte qu'elle aurait été une expérience grandiose pour les masses? Evidemment non. Pourquoi, alors, nous transformons-nous aujourd'hui en partisans de l'unité organique sous prétexte qu'elle permettra aux masses une nouvelle expérience? Ou, peut-être se fait-on l'illusion que l'unité organique permettra aux masses de mieux lutter contre le fascisme? Dans ce cas, la plus grande clarté est nécessaire.

De toute façon, nous sommes d'avis que notre organisation, au lieu de prendre à son compte le mot d'ordre de l'unité organique, doit le dénoncer comme une manœuvre des bureaucraties pour retarder et empêcher l'action réelle